



Droit social

Ce qui change en 2026

**Dirigeants, soyez prêts
pour la nouvelle année !**



Paramètres de paie 2026

Chiffres clés

12,02 €

SMIC horaire brut

1 823,03 €

SMIC mensuel brut (35h)

48 060 €

Plafond annuel de la sécurité sociale

4 005 €

Plafond mensuel de la sécurité sociale

+ 1,3 %

Revalorisation des avantages nature
et des frais professionnels



Nouveau congé de naissance

Congé supplémentaire de naissance

 **Durée**

1 ou 2 mois

au choix du salarié

 **Ouvert à chaque parent**

après le congé maternité,
paternité, adoption

  **Protection du salarié**
contre le licenciement
pendant toute la durée

 **Indemnisation**

70 % du salaire net
1er mois

puis 60 % du salaire net
second mois

 **Report annoncé au 1er juillet 2026**



NEW ARRIVAL

NEW ARRIVAL

NEW ARRIVAL

LFSS 2026

	Avant	Depuis le 1er janvier 2026
Contribution patronale sur les indemnités de rupture conventionnelle et de mise à la retraite	30%	40%
Déduction forfaitaire des cotisations patronales sur les heures supplémentaires	Réservées aux entreprises de moins de 250 salariés	Etendue à toutes les entreprises
Cotisation vieillesse déplafonnée	2,02%	2,11%



Avantages sociaux et culturels



	Exonération de cotisations sociales max.	2026
Titres-restaurant	par titre	7,32€
Chèques-vacances	par an par bénéficiaire (entreprise <50 salariés)	546,91€
Chèques-cadeaux	par an et par salarié	200,25€
CESU	par an et par salarié	2 591,00€



Avantages sociaux et culturels

Titres-restaurant

Chèques-vacances

CESU

Forfait mobilités durables

Chèques-cadeaux

 **Jusqu'au 31 décembre 2026**

Les DUE (et accords) prévoyant encore une condition d'ancienneté bénéficient d'un délai de conformité



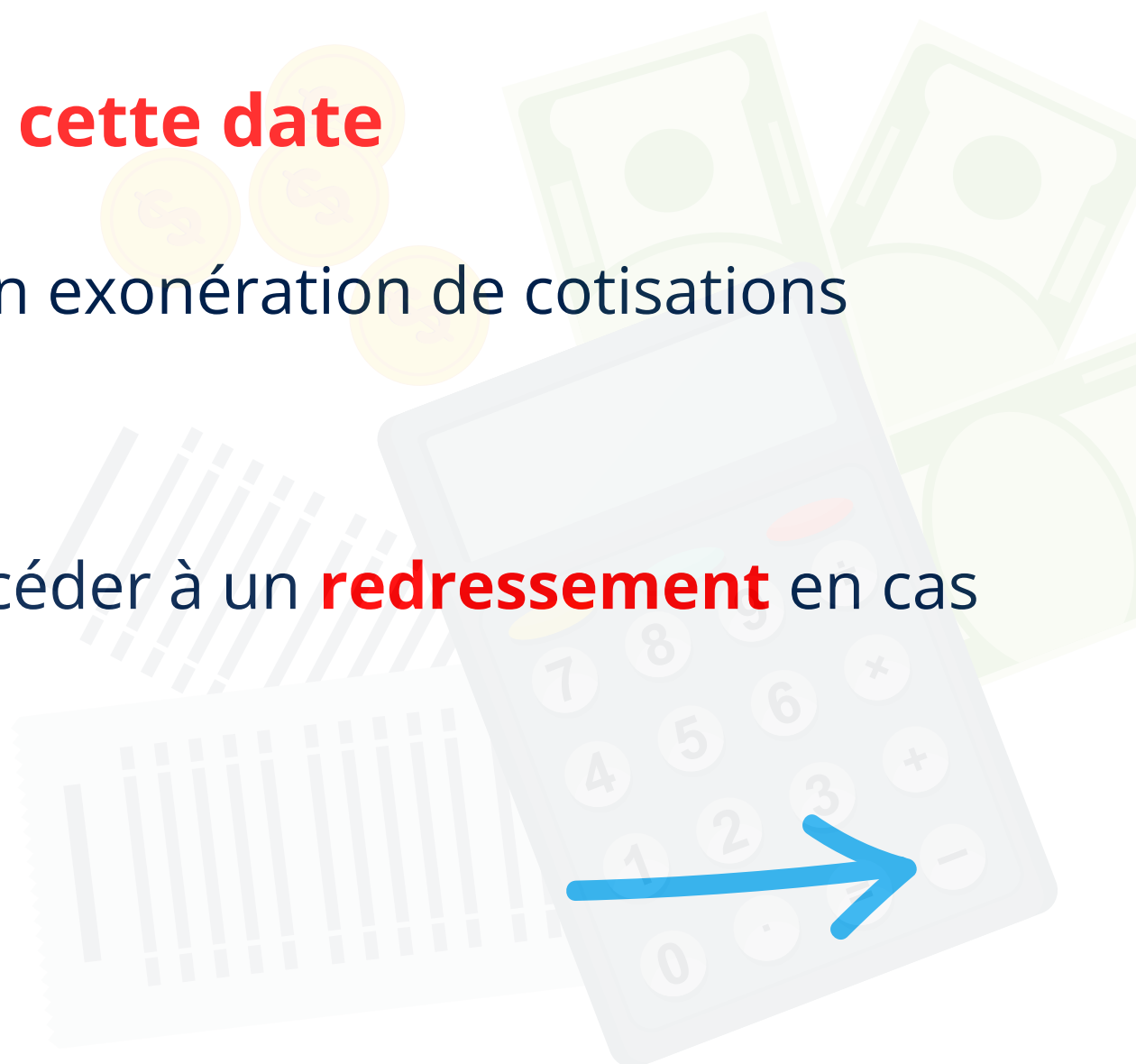
 **Passé cette date**



L'avantage perdra son exonération de cotisations sociales



L'URSSAF pourra procéder à un **redressement** en cas de contrôle



Frais de transport & Pourboires

Prolongation provisoire des exonérations

En attente de la loi de finances 2026,
les dispositifs suivants sont maintenus à titre transitoire

Dispositif	Conditions
Pourboires volontaires	Exonération sociale et fiscale si rémunération ≤ 1,6 SMIC
Frais de transport public	Prise en charge exonérée jusqu'à 75 % (au lieu de 50 % obligatoire)

 Application provisoire confirmée par le BOSS et le BOFiP (29/12/2025)



Apprentissage

Aide à l'embauche d'apprentis 2026

	Aide exceptionnelle 2025 (supprimée)	Aide unique 2026
Montant	5 000 € (< 250 sal.) 2 000 € (≥ 250 sal.)	5 000 € (1ère année)
Entreprises	Toutes (quota pour ≥ 250)	< 250 salariés
Niveau diplôme	Jusqu'à Bac +5	Jusqu'au Bac (Bac +2 Outre-mer)
Apprenti handicapé	6 000€	6 000€

⚠ Décret à paraître après adoption de la loi de finances 2026



Compte Personnel de Formation (CPF)

Reste à charge obligatoire 2026



en 2025

~~102,23 €~~

en 2026

103,20 €

Personnes exonérées

Demandeurs d'emploi

Salariés bénéficiant d'un abondement employeur

Titulaires mobilisant leur C2P

Victimes AT/MP (taux d'incapacité ≥ 10 %)



Entretien professionnel

L'entretien professionnel est devenu
l'entretien de parcours professionnel

	Avant (<i>entretien professionnel</i>)	Après (<i>entretien de parcours professionnel</i>)
Périodicité	Tous les 2 ans	Tous les 4 ans
État des lieux	Tous les 6 ans	Tous les 8 ans
Abondement correctif CPF (entreprises ≥ 50)	Risque d'abondement correctif CPF : 3 000€ en cas de manquement	Maintien du risque d'abondement correctif CPF : 3 000€ en cas de manquement
Dispositions transitoires	Accords en vigueur selon l'ancien cadre	Accords existants à mettre en conformité ; application du nouveau cadre aux accords en cours à compter du 1er octobre 2026

Entrée en vigueur : 26 octobre 2025



Handicap

Contribution AGEFIPH

La déductibilité des dépenses de partenariat est prolongée de 5 ans (jusqu'en 2030)



Nouvelle condition

Justifier de la conclusion d'un contrat avec un bénéficiaire OETH

CDI

CDD $\geq$ 6 mois

Contrat d'apprentissage

Contrat de professionnalisation

Convention de stage $\geq$ 6 mois



Licenciement économique



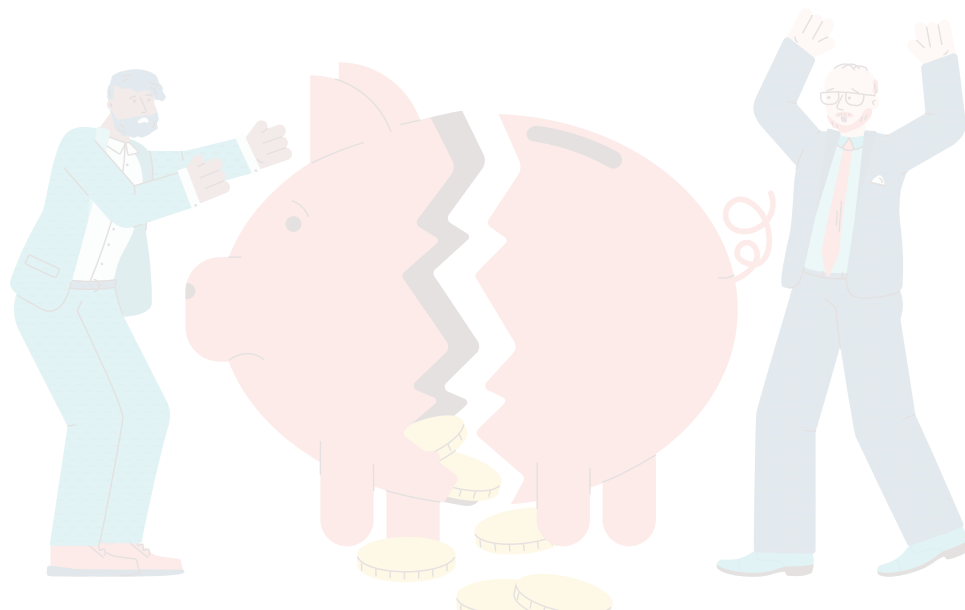
Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP)

Prolongé jusqu'au 31 décembre 2026

Arrêtés du 24 décembre 2025 (JO du 28)



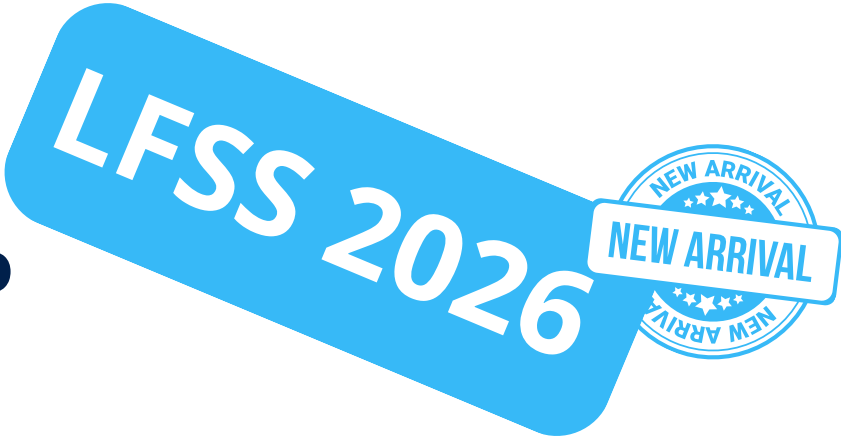
Aucune modification de fond pour l'instant,
évolutions possibles selon la prochaine
convention d'assurance chômage.



Arrêts de travail (à venir)



Nouvelles règles sur les arrêts maladie et AT/MP



Mesure	Entrée en vigueur
Limitation de la durée de prescription des arrêts maladie	1er septembre 2026
Limitation de la durée de versement des IJ AT/MP	1er janvier 2027

 La définition de "l'incapacité de travail" a été censurée par le Conseil constitutionnel (décision du 30/12/2025)



Emploi des seniors



Négociation obligatoire sur les salariés expérimentés

300 salariés et plus

Entreprises concernées

Diagnostic préalable obligatoire

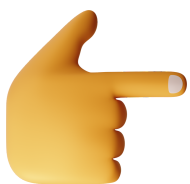
(BDESE + DUERP)

Thèmes

Recrutement, maintien dans l'emploi, transmission des savoirs



Le CDD seniors est abrogé depuis le 29 décembre 2025



Remplacé par le CDI seniors
(contrat de valorisation de l'expérience)



Cumul emploi-retraite

Réforme à partir du 1er janvier 2027

Le cumul emploi-retraite sera organisé autour de 3 bornes d'âge

Âge	Règle
Avant l'âge légal	Pension écrêtée à 100 % des revenus (pas de cumul)
De l'âge légal à moins de 67 ans	Si revenus > 7 000 €/an : pension réduite de 50 % du dépassement
À partir de 67 ans	Cumul total sans contrainte + acquisition d'une 2nde pension

✔ *Suppression du délai d'attente de 6 mois chez le dernier employeur*



**Notre cabinet vous
accompagne dans la mise en
conformité avec les
nouvelles obligations 2026 !**

